

<https://www.pressegauche.org/Semaine-des-services-educatifs-a-la-petite-enfance-Rassemblement-de-la-FIPEQ>



**Semaine des services  
éducatifs à la petite enfance -  
Rassemblement de la  
FIPEQ-CSQ pour demander au  
gouvernement de faire avancer  
les négociations en CPE, au  
nom de toutes les femmes du  
Québec**

Publication date: mercredi 2 juin 2021

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

- Communiqués -

**MONTRÉAL, le 2 juin 2021 - Des membres de la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ) se sont rassemblées tôt mardi matin près du monument en hommage aux femmes en politique, du côté sud de l'Assemblée nationale à Québec. Par une action symbolique, l'installation d'une montagne de cassettes de vieilles chansons, elles ont demandé d'une seule voix au gouvernement du Québec des gestes concrets à la table de négociation nationale en centre de la petite enfance (CPE). Dans le cadre de la Semaine des services éducatifs à la petite enfance, la FIPEQ-CSQ s'attendait à des annonces pour améliorer les conditions d'exercice et les salaires des intervenantes.**

Réunis autour des statues des quatre pionnières qui ont joué un rôle déterminant pour la participation sociale des femmes du Québec, la présidente de la FIPEQ-CSQ et les porte-paroles en matière de famille des trois partis d'opposition ont pris la parole côte à côte, pour souligner l'importance du réseau de la petite enfance pour les Québécoises et leur participation à la relance économique. Rappelons que le taux d'activité professionnelle des mères de 25 à 54 ans a augmenté pour atteindre plus de 80 % en 2018, uniquement grâce aux services éducatifs à la petite enfance, une augmentation de 20 % en 20 ans.

La semaine dernière, les membres de la FIPEQ-CSQ ont envoyé une lettre au ministre de la Famille, inspirée par leurs nombreuses collègues qui quittent le métier, lui demandant de passer à l'action rapidement avec des changements concrets aux tables de négociation en CPE. Hier encore, un sondage du mouvement Valorisons ma profession a dévoilé que près de la moitié des intervenantes en CPE songent à quitter le métier d'ici trois ans.

Or, comme dans un vieil enregistrement, cette semaine le ministre Mathieu Lacombe a répété ses traditionnels remerciements aux intervenantes du réseau de la petite enfance sans offres supplémentaires. La FIPEQ-CSQ, dont les membres sont à 98 % des femmes, déplore que, malgré tous leurs sacrifices de la dernière année, elles ne méritent pas plus de reconnaissance et que le travail à la table de négociation piétine à cause du désir de la partie patronale et du ministère de la Famille de couper de façon importante dans les acquis des intervenantes en CPE, notamment en forçant le travail supplémentaire.

« Certaines propositions reçues à la table de négociation de la part de la partie patronale et du ministère de la Famille sont tout simplement inacceptables. Ils ne réalisent pas à quel point les intervenantes à la petite enfance sont passionnées, attachées à leur profession, qu'il ne faut pas les attacher davantage. C'est carrément un manque de respect ! Cette semaine, nous aurions vraiment espéré mieux de la part du gouvernement du Québec. Nous le lui avons même demandé, mais ce qu'on continue d'entendre, c'est toujours la même chanson : oui, nous sommes reconnues, mais... il n'y a rien pour nous. C'est pour ça qu'aujourd'hui, nous sommes réunies avec ces femmes d'action, dont nous avons été fières dans le passé, des femmes déterminées et persévérantes, immortalisées dans un mouvement de marche vers l'avant. Comme elles, nous continuerons d'avancer ! Des vieilles chansons, nous en avons déjà entendu et nous en offrons tout plein aujourd'hui au ministre de la Famille et au gouvernement de la CAQ. Il est temps qu'ils passent à l'action ! », fait valoir Valérie Grenon, présidente de la FIPEQ-CSQ.

La FIPEQ-CSQ maintient que ça prend un investissement immédiat pour maintenir les professionnelles de la petite enfance et attirer la relève. Dans les propositions déposées à la table de négociation nationale, les membres réclament des hausses salariales d'environ 3,50 \$ sur trois ans, mais le dépôt salarial de la partie patronale se fait attendre. Cette mince augmentation des salaires des intervenantes en CPE est la seule marge de manoeuvre possible qui favoriserait l'attraction et la rétention de personnel dans le cadre de la pénurie sans précédent qui sévit dans le réseau de la petite enfance.